

*Investissement Canada—Loi*

Lorsqu'on écoute le premier ministre (M. Mulroney) répondre aux questions sur ce projet, on se rend compte combien la volonté d'ouvrir les portes est essentielle pour que les Canadiens profitent de toutes ces bonnes choses qu'apporte le père Noël. Il faudrait sans doute une analyse beaucoup plus prudente de toute la question pour savoir si c'est bien ce qui va se passer.

Certains de mes collègues ont indiqué plus tôt les questions que nous devons nous poser. Il faut, en effet, se poser de sérieuses questions avant de décider s'il est logique de penser que, comme le père Noël, l'investissement étranger va nous apporter toutes sortes de cadeaux et renforcer notre économie. L'espèce de pensée fumeuse qui est à l'origine de cette proposition se retrouve dans la déclaration que le ministre a faite vendredi dernier. On nous a dit que l'intérêt du Canada était d'encourager l'investissement canadien et étranger, et non de le décourager. Je dois dire que c'est vrai, en règle générale, mais associer «l'investissement canadien» et «l'investissement étranger» de cette façon montre combien la pensée du gouvernement conservateur est confuse depuis quelques semaines.

● (1650)

Comme je l'ai dit il y a quelques jours, à propos du projet de loi sur le pouvoir d'emprunt, le gouvernement s'est contenté jusqu'ici de décrire le problème du déficit en long et en large, mais je ne vois aucune raison de croire qu'il comprend pourquoi le déficit est ce qu'il est ni qu'il a un programme pour le résorber. De même, pendant les deux semaines qui nous séparent de Noël, nous débattons un projet de loi destiné à permettre au père Noël de rendre visite au Canada une fois encore cette année.

J'ai dit au début que le problème qui se pose est celui du développement du Canada. Il serait utile, je crois, de retourner quelques décennies en arrière—et même encore plus loin—pour voir comment ont évolué les préoccupations des Canadiens à l'égard des investissements étrangers et de leur incidence sur le Canada. Nombreux sont ceux qui croient—et je présume que cela s'applique à mes amis conservateurs—que les libéraux s'intéressaient à la question à l'époque où une commission royale dirigée par Walter Gordon faisait enquête sur les perspectives économiques du Canada. Bien sûr, ce sont les libéraux qui se sont occupés de cette question dans les années 60 et 70. Le gouvernement a peut-être fait preuve d'esprit de parti en décidant de réagir. J'ai passé quelque temps à examiner les préoccupations de l'opposition conservatrice vers 1956 au moment où il était sur le point de prendre le pouvoir. En examinant plus particulièrement le programme de développement national que l'opposition conservatrice avait proposé à l'époque au gouvernement dirigé par M. Saint-Laurent, j'ai découvert avec étonnement combien les conservateurs à ce moment-là s'intéressaient au développement de notre pays, aux répercussions des investissements étrangers sur le développement et à la nécessité de planifier ce développement. Je me demande ce que faisait alors le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) parmi toutes ces choses. Il se souvient, j'en suis certain, de ses efforts en vue d'élaborer des

programmes et des projets d'expansion nationale qui visaient à faciliter la tâche des Canadiens et non à interdire les placements étrangers au Canada.

Je dois dire que, dès 1956 et 1957, j'ai été étonné d'abord, et satisfait jusqu'à un certain point, de constater qu'un prédécesseur dans ma circonscription, un homme exceptionnellement puissant dans l'économie canadienne, le très honorable C.D. Howe, souhaitait également que les sociétés se comportent réellement comme de bons citoyens. Cette idée allait devenir le thème des années 60 lorsque les libéraux ont tenté, vers la fin du régime Diefenbaker, de cerner la question de l'investissement étranger au Canada, de savoir comment il fonctionnait en se demandant s'il n'y aurait pas moyen de l'assujettir à certains contrôles—même si à l'époque l'idée de contrôles les effleurait à peine—de l'influencer ou encore d'employer certains moyens de persuasion.

Le gouvernement doit comprendre maintenant que, pendant toutes les années 1960 et dans la décennie qui a suivi, les Canadiens ont constaté que le capital étranger dominait largement nos secteurs secondaire et primaire. Or, par crainte de ce qui pourrait arriver si jamais la main-mise sur leur propre économie leur échappait, les Canadiens ont fini par se dire qu'il fallait faire quelque chose. A la grande honte des députés à ma droite qui sont beaucoup moins nombreux maintenant qu'ils ne l'étaient à l'époque, les gouvernements libéraux ont mis énormément de temps à comprendre l'inquiétude de leurs concitoyens. On a effectué un certain nombre d'études. Un comité parlementaire a été institué pour examiner la question, et il y a eu aussi d'autres études indépendantes. Un comité ministériel a finalement été saisi de cette question. Mais ce n'est pas avant le gouvernement minoritaire au pouvoir de 1972 à 1974 que des mesures ont été prises pour créer une agence d'examen de l'investissement étranger. On a admis que les investissements étrangers pouvaient avoir des répercussions regrettables et qu'il était absolument essentiel d'établir des mécanismes de tamisage. Il est tenu compte de ce problème, en partie, dans le projet de loi concernant l'investissement au Canada que nous sommes en train d'étudier. Il y aura tamisage des acquisitions les plus importantes. Mais il faut aussi penser aux acquisitions de petites compagnies puisque la porte est ouverte aux nouveaux investissements. Or, ces transactions ne feront pas l'objet de contrôles. Nous allons indiscutablement assouplir les modalités qui régissent le tamisage des investissements et le cadre des négociations que nous offrait l'Agence d'examen de l'investissement étranger.

Il se peut que le gouvernement croie que c'est ce qu'il faut faire à un moment où l'activité économique est au ralenti et que nous sommes en plein milieu d'une récession qui, il faut espérer, n'empirera pas au cours des prochains mois. Cependant, je crois que les Canadiens s'inquiètent vraiment des conséquences possibles sur notre économie. Ils craignent la perte de contrôle qui s'ensuivra. Le présent gouvernement risque de résister obstinément à l'opinion publique plutôt que de se laisser porter par elle.